

EDITORIAL

La ritournelle des armes nucléaires

La question des armes nucléaires revient comme une rengaine et ne semble intéresser personne. En fait elle devrait être présente en permanence dans tous les médias d'information à tous les niveaux pour s'adresser à la population la plus large. Il faut en tout temps rappeler qu'il ne s'agit pas d'une arme de guerre, mais de destruction de civilisation et, pourquoi pas, de l'espèce humaine elle-même. Il faut rappeler que son utilisation, ne fût-ce qu'accidentelle, n'est pas improbable. Les répliques à plus de 10 fausses alertes ont été arrêtées de justesse à ce jour. Les plus dangereuses parmi elles sont celles dues au dysfonctionnement des systèmes de sécurité. Il faut donc absolument éliminer ces armes et mettre devant leurs responsabilités les gouvernements qui continuent à les développer au nom d'une défense nationale qu'elles ne peuvent en aucun cas assurer.

Tout système d'information, écrit, parlé ou visuel, désireux de remplir efficacement sa mission, devrait à chaque parution rappeler cette menace et le besoin urgent d'y mettre fin. Deux lignes ou deux phrases constamment répétées suffiraient et ne coûteraient rien à mettre en œuvre d'autant plus que, résultat d'une analyse scientifique, irréfutable à ce stade des connaissances, elles ne seraient liées à aucune idéologie. Par exemple, «FIN AUX ARMES NUCLÉAIRES, MENACES CONTRE L'HUMANITÉ» ou encore, «ARMES NUCLÉAIRES = MORT DE L'HOMME, IL FAUT EN FINIR» ou encore, «SURVIE DE L'HOMME = DESTRUCTION DES ARMES NUCLÉAIRES», etc. Il faut faire confiance aux hommes de presse pour trouver les meilleures formulations.

Jean-Pierre Stroot
Président honoraire du GIPRI
9 juin 2014

IRENOLOGIE

DIVISER POUR MIEUX REGNER

Pierre Saba

La guerre civile qui ravage la Centrafrique dispose de raisons oubliées. L'agrégation au XIX^{ème} siècle par les puissances coloniales de communautés et de peuples qui ne s'aimaient pas au sein de mêmes colonies et à l'intérieur de mêmes frontières est une réalité difficile à admettre à l'éthique humaniste et humanitaire. Pour autant, en Centrafrique comme dans d'autres Etats issus de la colonisation, les désastreuses incidences de cette politique de soumissions et de contraintes imposées par la force colonisatrice aux peuples colonisés ne finissent pas de provoquer des dégâts humains inestimables.

S'agissant de la République centrafricaine, le cas est particulièrement patent. La III^{ème} République française, égalitariste à l'intérieur de l'Hexagone, colonisait à tout va une Afrique sans défense.

Le tracé en 1910 et par Paris des frontières extérieures et intérieures de l'Afrique Equatoriale-Française (AEF) a donné naissance aux colonies du Congo-Brazzaville, du Tchad et du Gabon. La partie qui ne correspondait à aucune entité historique, ethnique ni religieuse et qui se trouvait au sein de la nouvelle AEF prit le nom des deux fleuves qui la contournaient : l'Ubangui et le Chari. C'est ainsi qu'encore plus que les autres peuples soumis à la France, puissance colonisatrice, ceux de cette frange de terres anonymes pris le nom de colonie de l'Ubangui - Chari! A l'indépendance en 1958, l'Ubangui - Chari pris le nom de République centrafricaine.

Comme en d'autres endroits d'Afrique et du monde, les conflits civils qui ensanglantent la Centrafrique trouvent leurs origines dans la colonisation de populations assorties en dépit de toute humanité, sans raisons apparentes sinon celle correspondant au précepte latin « Dividere ut regnare » (« Diviser pour régner »)

Ce triste constat ne concerne pas uniquement les anciennes possessions françaises, mais également les Etats colonisés par d'autres puissances au XIXème siècle. Il ne se circonscrit pas uniquement aux conflits internes mais s'étend aux conflits entre Etats dont les frontières issues de la colonisation se révèlent néfastes.

L'examen sommaire des conflits qui meurtrissent le genre humain au XXIème siècle en est la pitoyable illustration. Conflits internes dus à des regroupements de populations ennemies, conflits externes dus à des tracés de frontières contraires aux délimitations naturelles et historiques. Dans les deux cas, la colonisation en est la responsable. La transposition de limites coloniales en frontières « modernes » en fut et en est le mode opératoire. Le principe d'« intangibilité des frontières » en constitue le ferment.

Les victimes civiles de la Centrafrique paient le prix de tout cela.

*Juge Pierre Saba
4 mars 2014*

POINT DE VUE SUR L'ACTUALITE

Interview de Gabriel Galice par Etienne Dubuis pour Le Temps

Les conflits s'accompagnent partout et toujours d'intenses campagnes de désinformation. Depuis plus de 30 ans, l'Institut international de recherche pour la paix de Genève (Gipri) tente de dévoiler les ressorts cachés des conflits. Son président, Gabriel Galice, rend compte des principales crises du moment.

Mieux connaître les guerres pour mieux les combattre. Tel est le but de l'Institut international de recherches pour la paix (Gipri), fondé en 1980 à Genève. Les temps ont changé depuis. A l'affrontement global entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ont succédé bien d'autres conflits. Mais les problèmes de fond sont restés. Interview du président de l'organisation, Gabriel Galice.

Le Temps: La guerre qui a dominé le monde depuis le début du XXIe siècle est celle que les Etats-Unis ont lancée contre le terrorisme. Quel est son bilan après treize ans?

Gabriel Galice: Cette guerre est allée de catastrophe en catastrophe, comme en témoigne le chaos actuel de l'Afghanistan et de l'Irak. De fait, elle a été lancée sur de mauvaises bases. Alors que la majorité des pirates de l'air du 11-Septembre étaient des Saoudiens, l'administration américaine de l'époque a décidé de s'en prendre à l'Afghanistan que la hiérarchie d'Al-Qaida utilisait comme terrain d'entraînement. Ce pays était évidemment plus facile à bombarder que des puits de pétrole! Par la suite, au terme d'un exercice de communication extravagant, elle a attaqué l'Irak, qui n'avait strictement rien à voir avec ces attentats. De telles aberrations s'expliquent évidemment. Derrière cette guerre dite « au terrorisme » se cachait en réalité un projet économique et politique d'accès privilégié au pétrole et, plus globalement, de présence militaire permanente dans la région. Ce n'est pas un hasard si les pays visés après l'Afghanistan, à savoir l'Irak et la Syrie, possédaient des régimes nationalistes arabes, c'est-à-dire non alignés. Aujourd'hui, tout le monde doit être aligné.

Le Temps : *La dernière grave crise en date a éclaté en Ukraine. Quels ont été ses ressorts?*

GG. L'Ukraine a représenté un sommet de propagande côté occidental. Ce pays, enserré entre deux grandes puissances militaires, est par

nature un Etat tampon, un glacis. Tel est son destin depuis des siècles. Son nom signifie d'ailleurs en ukrainien «marche frontière». L'Union européenne a été assez maladroite pour le négliger et vouloir en faire un allié inconditionnel, en sous-estimant gravement la réaction de la Russie. La machine s'est désormais emballée et tout le monde se demande comment l'arrêter. C'est un peu tard. Si vous sautez par la fenêtre, vous devez vous attendre à avoir mal.

Le Temps : La réaction de la Russie n'est-elle pas exagérée?

GG. Les militaires russes ont tous lu Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter. Et comment n'en serait-il pas ainsi? Ce stratège est l'un des plus brillants et des plus influents des Etats-Unis. Or, il explique très clairement le rôle de «tête de pont» que joue l'Union européenne comme instrument d'extension de l'influence américaine et la fonction de «pivot stratégique» de l'Ukraine en Eurasie. A la chute du mur de Berlin, Washington et Moscou ont passé un marché stipulant que les Etats-Unis ne devaient pas profiter de la situation pour étendre exagérément leur zone d'influence en direction de la Russie. Or, ils n'ont pas cessé depuis de gagner du terrain dans l'est de l'Europe. Et ils ont tenté d'en grignoter encore un peu à la faveur de la crise ukrainienne.

Le Temps : Quel est le but de ces interventions américaines?

GG. Il existe deux thèses. La première soutient que les Etats-Unis tentent ainsi de conserver leur suprématie politique et militaire, à défaut de détenir toujours la suprématie économique. La seconde veut qu'ils ont abandonné l'idée d'imposer au monde une pax americana, faute de moyens, et qu'ils ont remplacé cette ambition par une politique plus modeste de destruction des régimes qui leur sont opposés. Ce qui, de leur

point de vue, n'est déjà pas si mal. Le problème est qu'il est plus facile d'abattre un régime que d'en installer un autre solidement. De fait, un désordre sanglant s'est installé sur tous leurs champs de bataille récents, de l'Irak à la Libye en passant par l'Afghanistan.

Le Temps : Quelles différences existe-t-il entre les administrations Bush et Obama?

GG. Le président actuel est plus porté au dialogue que son prédécesseur. Il a dit publiquement qu'il n'entendait pas renoncer à l'unilatéralisme mais qu'il préférerait en principe le multilatéralisme. Et lorsqu'il juge une intervention militaire nécessaire, il ne tient pas absolument à monter en première ligne mais veut bien diriger la manœuvre depuis l'arrière, en apportant renseignement et logistique à des alliés montés au front. C'est ce qui s'est passé en Libye, un pays qui se situe en dehors de la zone d'influence des Etats-Unis. Et puis, alors que George Bush misait principalement sur le hard power, le pouvoir de la force, Barack Obama use du smart power, à savoir d'une combinaison de hard et de soft power en fonction des circonstances.

Le Temps : Barack Obama considère que l'avenir du monde ne se joue plus dans la région atlantique mais dans l'espace pacifique. Pour cette raison, il a entamé un vaste transfert de forces militaires de l'Europe vers l'Asie. Comment interprétez-vous ce mouvement? S'agit-il d'encercler la Chine pour la contenir?

GG. Oui, exactement. Il est intéressant de constater qu'un des principaux partisans de cette stratégie est le Vietnam, malgré les bombardements américains intenses qu'il a subis il n'y a pas si longtemps. Les Vietnamiens rappellent à ceux qui s'en étonnent que leur pays a été colonisé cent ans par les Français mais mille ans par les Chinois... L'objectif officiel de la stratégie américaine est de garantir à l'avenir un équilibre des forces dans la région. Le problème

est que le réarmement en cours s'intensifie à toute vitesse. Et que dans une telle configuration une posture défensive fait rapidement place à un mélange de défense et d'attaque.

Le Temps : La vérité, dit-on, est la première victime de la guerre. Quelle méthode utilise le Gipri pour servir la vérité sur la guerre?

GG. Nous nous efforçons de prendre de la distance, d'une part, et de confronter des points de vue différents, de l'autre. Dans ce but, contrairement à de nombreux instituts composés essentiellement de politologues, le Gipri réunit des personnes d'horizons très variés, dont des physiciens, des biologistes et un médecin. J'ai moi-même une formation mixte en sciences politiques et en économie. Nous avons en commun la profonde conviction que la pluralité des regards est particulièrement féconde.

Le Temps : Quels conseils donnez-vous à tous ceux qu'intéresse la politique internationale? Dans quel piège faut-il éviter de tomber?

GG. Se méfier des mots «valeurs», «démocratie», «droits de l'homme», «occidentaux» lorsqu'ils sont utilisés pour légitimer une intervention militaire. Ils dissimulent systématiquement des intérêts. Il est simplement plus facile de convaincre une population de soutenir un effort de guerre en l'appelant à servir la morale qu'en l'invitant à soutenir le commerce.

© LE TEMPS 23 JUIN 2014

POINT DE VUE SUR L'ACTUALITE

EUROPE, RUSSIE, UKRAINE & CRIMEE: DANGEREUSE ASSOCIATION TOPONYMIQUE

Pierre Saba

En république d'Ukraine, la république autonome de Crimée fait l'objet de contestations territoriales et démographiques de la part de la fédération de Russie. La Crimée fut tatare, ottomane, russe puis soviétique. Elle fut cédée à la « république socialiste soviétique d'Ukraine » par la « république socialiste soviétique fédérative de Russie » en 1954.

Cette situation appelle quelques éléments de réflexion.

1 - Au plan historique

Ces difficultés rappellent trois souvenirs historiques.

Le premier : les conflits territoriaux en Europe orientale au XIX^{ème} siècle et début du XX^{ème}.

Le second : l'attitude de l'Union soviétique à l'égard des Etats qui lui étaient satellisés au sein du pacte de Varsovie.

Le troisième : sans procéder par comparaison idéologique, le coup de force des Nazis en Europe orientale et celui des Fascistes en Dalmatie à l'orée de la II^{ème} Guerre mondiale.

Il ne saurait s'agir en l'espèce d'un progrès significatif de l'état des relations internationales en général ni de celles au sein de l'Europe en particulier.

2 - Au plan militaire

La Russie dispose en Crimée d'une flotte et d'un accès maritime à l'Europe méridionale qu'elle considère comme capital. Le changement de régime en Ukraine est considéré par la Russie un pas vers la perte de cet accès.

3 - Au plan ukrainien

L'Ukraine est linguistiquement, historiquement, culturellement, politiquement et géographiquement proche de la Russie, dont elle constitue d'ailleurs le cœur historique. Le changement de régime à Kiev tourne le dos aux intérêts russes : rapprochement avec l'Union - Européenne (UE), refus des relations privilégiées issues de la période soviétique avec la Russie, volonté d'adoption d'un système de représentation démocratique à l'instar de ceux en vigueur en UE.

4 - Au plan russe

L'Histoire et l'actualité attestent que la Russie ne lâche pas facilement ses alliés. La solidarité affichée par le Kremlin à l'égard du président ukrainien déchu l'atteste. Notons qu'à cet égard elle s'est révélée jusqu'à présent plus efficace que celle exprimée par les Européens au nouveau régime de Kiev.

Le modus operandi du président Poutine repose sur la célérité et l'efficacité. Il se déroule en trois temps.

Premier temps : profitant du vide institutionnel à Kiev provoqué par la fuite du président déchu et le changement de régime, Moscou distribue en moins d'une semaine des documents d'identités aux Criméens qui le « souhaitent ».

Deuxième temps : Moscou dit recevoir les appels au secours de ressortissants russes depuis la Crimée.

Troisième temps : au nom de la protection de ses ressortissants, Moscou envoie et/ou soutient en Crimée des forces armées qui lui sont obéissantes. Elles prennent position sur les lieux stratégiques.

5 - Au plan européen

L'UE réagit au coup de force russe sans exploiter l'intégralité des instruments dont elle dispose. Elle argue que sa marge de manoeuvre est limitée en raison de sa dépendance à l'égard de la fourniture énergétique russe. Elle oublie que cette dépendance est réciproque. La Russie dépend aussi de ses ventes énergétiques à l'UE.

Une fois encore, l'UE éprouve des difficultés à procéder d'une politique étrangère et de défense

communes. A cela, deux raisons essentielles se dessinent.

La première réside dans le statut hybride conféré à la représentation des affaires étrangères de l'UE. Ce statut ne fédère aucunement les politiques étrangères des Etats membres et ne confère pas une politique étrangère commune à l'UE.

La seconde réside dans la personnalité en charge de la politique étrangère de l'UE, madame Ashton. Cette dernière - et ce n'est pas un jeu de mots - s'est fait une spécialité fonctionnelle d'irradier son intransigeance dans les dossiers périphériques aux intérêts européens et son handicap diplomatique dans ceux qui nécessiteraient au contraire toute l'acuité diplomatique requise.

Rappelons pro memoria deux échecs diplomatiques de l'UE de première importance.

Le premier : l'UE ne parvient pas à faire libérer une partie de son territoire occupé sans droit ni titre depuis 1974 par la Turquie. Le nord de la république de Chypre est en effet depuis cette date sous occupation turque.

Le conflit entre Kosovo et Serbie n'a pas permis à l'UE d'afficher plus de succès qui fut obtenu par l'adjonction des Etats-Unis et une administration qui ne bénéficie pas d'une reconnaissance universelle.

Il est à craindre que les revendications territoriales et démographiques de la Russie ne s'arrêtent pas à la Crimée. Elles concernent plusieurs pays européens qui disposent de populations d'origine et d'expression russes. Le système de distribution de passeports tel qu'il a été mis en place en Crimée permettrait à Moscou de réitérer ailleurs en Europe ce coup de force. La légitimité des revendications russes n'est pas en cause. L'établissement d'un régime éloigné des libertés publiques en est l'épouvantail. Seule une réaction ferme de l'Europe, des Etats-Unis et de l'ONU pourrait y mettre un terme.

Les échecs diplomatiques subis par la Russie en Yougoslavie et la fin de la suprématie soviétique sur son entourage territorial médiat et immédiat constituent autant de motricité au comportement russe en Europe.

*Juge Pierre Saba
6 mars 2014*

POINT DE VUE SUR L'ACTUALITE

SOCIETES DE NEGOCE & ELITES POLITIQUES : LES RELATIONS TROUBLES DE LA SUISSE

Marc Guéniat et Olivier Longchamp

Le 20 mars, Gennady Timchenko, fondateur du négociant pétrolier Gunvor, a été placé sur la liste des personnes faisant l'objet de sanctions de Washington pour ses liens avec Poutine. Selon le Trésor américain, le président russe «détient des investissements dans Gunvor et pourrait avoir accès [à ses] fonds». Vraie ou fausse, cette affirmation montre que les affaires des négociants helvétiques avec des personnes exposées politiquement (PEP) représentent un risque politique élevé pour la Confédération. Interrogé par plusieurs médias, le secrétaire général de l'association des négociants genevois minimise quant à lui le problème, affirmant que les sociétés de négoce «ne sont pas particulièrement exposées politiquement». Gunvor un cas isolé ? C'est faire fi de la réalité d'un secteur dans lequel la proximité avec les autorités politiques est déterminante. Souvent pour le pire.

En février, un procureur genevois a ouvert une procédure contre Mako Trading SA, une société de négoce de charbon appartenant au fils de l'ex-président ukrainien, Viktor Ianoukovitch. S'il est rare que les liens de propriétés entre une PEP et un négociant soient aussi clairs, les exemples de relations troubles entre des élites politiques de pays riches en ressources naturelles et des sociétés suisses de négoce ne manquent pas. Dans les pays africains où les négociants helvétiques dominent l'exportation de pétrole brut et l'importation de carburants, on peut presque parler de règle. En Angola, les autorités exigent des investisseurs étrangers qu'ils s'allient à des firmes locales détenues par des hommes du président Dos Santos. Trafigura, l'un des principaux négociants de brut – par ailleurs membre du GTSA – a ainsi formé un partenariat avec l'un des plus proches conseillers du président, le Général Leopoldino do Nascimento. Cette joint-venture lui a permis d'obtenir le monopole de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers, un contrat à 3,3 milliards de dollars en 2011.

Genève regorge de petites firmes de négoce, surtout actives dans le pétrole, administrées ou détenues par des PEP ou par leurs proches, du Gabon, du Congo-Brazzaville ou du Nigeria. L'ex-URSS y est aussi bien représentée. Dans ces pays aux systèmes plus ou moins démocratiques, les élites kleptocrates détournent à leur profit une partie de la rente des matières premières. Privatisée, celle-ci sert à maintenir les élites au pouvoir et à les enrichir massivement. Avec la complicité des négociants, qui ferment les yeux sur les détournements en échange d'un accès aux ressources. Ou pire encore, participent à la création de structures opaques servant à masquer les bénéficiaires réels des transactions.

Cette situation inacceptable tient notamment au fait qu'il est aisé de contourner les dispositifs anti-blanchiment par le négoce de matières premières. Si, depuis les années 1990, les

intermédiaires financiers sont tenus en Suisse de s'assurer que les flux monétaires illicites ne pénètrent pas dans les circuits bancaires internationaux, aucun dispositif semblable n'empêche les flux de matières premières sales d'infiltrer les circuits commerciaux. En Suisse, la loi sur le blanchiment d'argent (LBA) ne s'applique pas à ce versant des opérations de négoce.

Les matières premières s'apparentent pourtant à des valeurs monétaires: elles sont liquides, miscibles, divisibles, standardisées, souvent stockables et leur origine est difficile à déterminer. Il est donc aisé d'utiliser les flux commerciaux de matières premières comme vecteurs d'enrichissement illicite. Un exemple : si M. Ianoukovitch s'était présenté auprès d'une banque suisse avec une mallette de cash, il aurait certainement eu de la peine à la faire accepter. En revanche, créer en Suisse une société au nom de son fils qui achète du charbon vendu par l'Etat ukrainien à un prix inférieur au prix du marché, vendre ce charbon depuis la Suisse à des sociétés d'électricité allemandes, puis transférer l'argent (propre) venant de ces sociétés sur les comptes de la firme helvétique ne pose aucun problème. La preuve : il a procédé ainsi durant les quatre années de son règne, sans être inquiété.

Seule une régulation pertinente du secteur des matières premières permettra d'éviter que la place suisse de négoce ne se rende complice de tels scandales. Cette régulation passe par une loi sur la transparence des paiements aux gouvernements, à l'instar de celles adoptées par les Etats-Unis et l'UE. L'activité de négoce doit y être incluse. Une réglementation doit aussi imposer aux négociants des devoirs de diligence destinés à prévenir l'entrée de matières premières sales dans les circuits commerciaux. Enfin, et ceci ne concerne pas que le négoce, les ayants droit économiques des sociétés doivent être rendus publics par le biais des registres du commerce. Il est temps que le gouvernement suisse prenne ses

responsabilités pour endiguer la malédiction des ressources naturelles.

Marc Guéniat et Olivier Longchamp

Déclaration de Berne

© LE TEMPS 2 AVRIL 2014

NOTES DE LECTURES



Le choc des empires

Etats-Unis, Chine, Allemagne : qui dominera le siècle ?

Jean-Michel Quatrepoint

Gallimard, 2014; coll. Le débat

Né en 1944, journaliste économique français chevronné, auteur de livres significatifs, Jean-Michel Quatrepoint est corrosif et stimulant.

Il définit d'abord l'empire : « *Depuis des millénaires, l'humanité vit au rythme des empires, des puissances dominantes qui imposent leurs règles. Pas toujours, pas seulement par les armes, mais aussi par l'influence, la force des idées, la création de richesses.* » (p.9)

L'auteur sollicite opportunément l'histoire : « *Après la chute de l'Empire romain, il fallut attendre en Occident, le XIIème siècle, pour voir émerger de nouvelles puissances dominantes. (...) Le XIXème siècle fut celui de l'Angleterre triomphante. Berceau de la première révolution industrielle, elle sut imposer sa vision du libre échange aux quatre coins du monde. En*

s'appuyant au besoin sur la flotte britannique. La Chine en sait quelque chose, puisque c'est au nom du libre-échange que l'amiral Elliot et ses quarante-huit navires de guerre bombardèrent, en juin 1841, la ville de Canton. L'Empire du Milieu entendait mettre fin à la contrebande de l'opium organisée par la Compagnie anglaise des Indes orientales, avec le plein appui de l'Angleterre. Cette première guerre de l'Opium, qui accéléra l'effondrement, l'implosion de la Chine impériale, avait pour origine un déséquilibre...de balance commerciale. Déjà. » (p.10)

L'ouvrage est construit en deux parties : « **L'Empire du Milieu face à l'Hyperpuissance** » et « **Le retour de la Germanie.** » La première compte **huit chapitres** : Les héritiers de l'empire, Apple et la Chine : un cas d'école, Du marché chinois au marché mondial, Population, pollution, corruption, Du partenariat global au duel global, Et le Japon rentra dans le rang, Les sept périls, Un nouvel axe Moscou-Beijing.

Intitulée « Le retour de la Germanie », la seconde partie comporte **quatorze chapitres** : Des origines du modèle allemand, Le retour de la grande Allemagne, L'euro, c'est le mark, Contrôler l'Europe, tout en gardant les mains libres, Etendre l'hinterland au monde, Un *hegemon* qui s'habille en comptable.

Un temps, les Etats-Unis ont joué la carte d'un partage de l'hégémonie avec la Chine. « *Ce concept de Chinamérique n'aura duré qu'un court instant.* » (p.19), celui permettant d'évincer le Japon et son rêve d'une « zone yen. » Même si des multinationales étatsuniennes poussaient à la sous-traitance en Chine, les dirigeants américains ont fini par redouter le fait que l'émergence chinoise impliquait son renforcement militaire. Les Etats-Unis ont alors organisé une stratégie de *containment* de la Chine, d'une part en fédérant ses voisins asiatiques, d'autre part en rouvrant les négociations, un temps délaissées, avec l'UE.

L'auteur relève des analogies entre les stratégies mercantilistes allemandes et chinoises (sous-traitance industrielle et arme monétaire).

Ses pages sur les multinationales chinoises ((Xiaomi, Media Tek, Huawei, Wanda, Cosco) mettent en relief la liaison entre initiative privée et soutien public.

A l'heure de quelques débats en clair-obscur sur le projet de Traité Transatlantique (« *Il peut y avoir des rapports équilibrés : tu me donnes accès à ton marché, je t'ouvre les portes du mien. Sur cette base, le gaz peut circuler librement. S'il y a un accord commercial avec l'Europe, vous aurez du gaz liquéfié en provenance des Etats-Unis.* »), Quatrepoint souligne l'importance du partenariat transpacifique (« Trans-Pacific Partnership ») : « *Le Japon est une des pièces maîtresses de la politique de containment élaborée par Washington. (...) La nouvelle région stratégique s'étend « du subcontinent indien à la côte ouest des Amériques.* » » (p.93)

Les pages les plus marquantes concernent les formes de la suprématie allemande : « *L'Allemagne réunifiée a, plus que jamais, renoué avec la stratégie mercantiliste de l'époque bismarckienne* » (p.17) « *l'Allemagne se vit en hegemon mais s'habille comme un comptable.* » (p.233) « *Une partie du commerce avec la Chine transite désormais par les chemins de fer russes, modernisés notamment pas Siemens.* » (p.236) Le rôle de la Chancelière allemande est si net qu'Ulrich Beck la surnomme « Merkaviel » dans son essai : *Non à l'Europe allemande.* Après Gerhard Schröder, « *Angela Merkel a également pesé de tout son poids pour que la Cour de Justice de l'UE valide une loi qui protège Volkswagen de tout OPA hostile.* » (p.198) « *Li Kequiang, le nouveau Premier ministre chinois, est en visite à Berlin. Angela Merkel le reçoit, le 26 mai (2013), dans le cadre privilégié du château de Meseberg, réservé aux hôtes de marque. François Hollande, lui, n'a pas encore eu l'occasion d'en fouler le tapis* » (p.202)

L'ouvrage débouche en effet, dans son épilogue, sur l'absence de la France (« Elle paie ses illusions européistes ») du Kriegspiel mondial en cours. Pour réagir, Quatrepoint propose des orientations économiques (dont la réforme ou la sortie de l'€), militaires (maintien de l'arme atomique qui conditionne la place de la France comme membre permanent du Conseil de sécurité) mais aussi, largement diplomatiques : « Si l'on veut avoir une chance d'exister encore, à côté de ces empires, nous devons mener une diplomatie autonome, originale, jouer notre propre partition avec ceux qui sont un peu les exclus de ce kriegspiel mondial. Il est difficile de négocier avec les Chinois, qui préfèrent nettement les Allemands. (...) La Russie est demandeuse de relations économiques et scientifiques avec la France : jouons le jeu. N'avons-nous pas été alliés avant la guerre de 1914 ?

Notre pays a une responsabilité envers le Sud pour des raisons historiques. Ces territoires sont francophones et la francophonie peut être demain un formidable atout. Une diplomatie indépendante doit trouver les moyens de normaliser les relations avec l'Algérie. (...) Nous croyons en la diversité, non en l'uniformité. Nous sommes favorables aux échanges, à condition qu'ils soient équilibrés. (...) Encore faut-il, pour aimer les autres, que l'on s'aime soi-même. C'est bien là notre problème aujourd'hui. » (p260-261)
Entre autres.

Gabriel Galice

SUGGESTIONS DE LECTURES

Nous recommandons vivement la lecture de **La grande transformation**, de **Karl Polanyi**. Un ouvrage majeur de l'histoire économique, paru en 1944. Dans la même veine que *L'éthique protestante* de Max Weber, il interroge la fonction et la finalité de l'économie dans les sociétés humaines et pourrait nourrir utilement les réflexions, notamment le passage autour de « l'authentique paix » qui doit inclure la

« justice ». Pour lui, l'économie de marché est source de déséquilibre, et donc de guerres, révoltes, etc., en ce sens qu'elle doit soumettre tous les autres aspects de la société (capital, terre, travail, etc.) à sa logique marchande et génère par essence des inégalités. Sa vision expliquant l'avènement des deux guerres mondiales, très clairement influencée par l'époque durant laquelle il sévit, est certes apocalyptique mais son approche anthropologique de l'économie me paraît très originale et pertinente. Et très actuelle. La préface de Louis Dumont est aussi brillante.

Autres références intéressantes :

Kaul, Grunberg and Stern, *Global Public Goods*, UNDP, Oxford University Press, 1999 (notamment le chapitre de Wiplosz sur la stabilité financière internationale comme bien public mondial)

Bruno Amable, *Les 5 capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux de la mondialisation*, Le Seuil, 2005 (une bonne description des mécanismes de fonctionnement du capitalisme)

Irène Van Staveren, *The values of economics, an aristotelian perspective*, Routledge, 2001 (les valeurs sous-jacentes au fonctionnement de l'économie)

Francine Mestrum, *Mondialisation et pauvreté, De l'utilité de la pauvreté dans le nouvel ordre mondial*, L'Harmattan 2002 (la critique de la « lutte contre la pauvreté » dans le cadre de la mondialisation)

Michel Rogalski nous signale que le dernier numéro de *Recherches internationales* est paru. Il est principalement consacré à l'Asie du Sud-Est et comporte deux articles sur les conflits qui perdurent FARC/Colombie et PKK/Turquie).

Site web :

<http://www.recherches-internationales.fr/>

Le capital au XXI^e siècle de Thomas PIKETTY
Ed. du Seuil, 2013
ISBN : 978.2.02.108228.9

La répartition des richesses est l'une des questions les plus débattues aujourd'hui. Pour les uns, les inégalités n'en finiraient pas de se creuser dans un monde toujours plus injuste. Pour les autres, on assisterait à une réduction naturelle des écarts et toute intervention risquerait de perturber cette tendance harmonieuse. Mais que sait-on vraiment de l'évolution des inégalités sur le long terme ?

En réalité, les analyses économiques supposées nous éclairer se fondent plus souvent sur des spéculations théoriques que sur des faits établis. Fruit de quinze ans de recherches, cette étude, la plus ambitieuse jamais entreprise sur cette question, s'appuie sur des données historiques et comparatives bien plus vastes que tous les travaux antérieurs. Parcourant trois siècles et plus de vingt pays, elle renouvelle entièrement notre compréhension de la dynamique du capitalisme en situant sa contradiction fondamentale dans le rapport entre la croissance économique et le rendement du capital. Si la diffusion des connaissances apparaît comme la force principale d'égalisation des conditions sur le long terme, à l'heure actuelle, le décrochage des plus hautes rémunérations et, plus encore, la concentration extrême des patrimoines menacent les valeurs de méritocratie et de justice sociale des sociétés démocratiques. En tirant de l'expérience des siècles passés des leçons pour l'avenir, cet ouvrage montre que des moyens existent pour inverser cette tendance.

Directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'École d'économie de Paris, Thomas Piketty est l'auteur de nombreux travaux historiques et théoriques qui lui ont valu, en 2013, le prix Yrjö Jahnsson décerné par la European Economic Association.

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.

**INSTITUT INTERNATIONAL DE
RECHERCHES POUR LA PAIX
A GENEVE (GIPRI)**

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : G. Galice (Prés.), G. Antille (Trésorier), M. Guéniat (Secrétaire), J. Deschamps, J. Diézi, J. Dubochet.

Rue de la Paix, 7 Bis, bureaux 38/39
1202 GENEVE Suisse
022 301 71 40

Site internet : www.gipri.ch